

## Bulletin d'histoire politique

# Les *think tanks* au Québec : essor d'une industrie de recherche en territoire politique

Guillaume Lamy



Volume 28, Number 1, Fall 2019

*Think tanks* : les métamorphoses des conseillers politiques depuis 1970. Canada, États-Unis, Chine

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1068565ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1068565ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Lamy, G. (2019). Les *think tanks* au Québec : essor d'une industrie de recherche en territoire politique. *Bulletin d'histoire politique*, 28(1), 185–204.  
<https://doi.org/10.7202/1068565ar>

### Article abstract

Après avoir cru en nombre et en ressources aux États-Unis à partir des années 1960, et au Canada à partir des années 1980, le Québec a connu lui aussi, quoique plus tardivement, une multiplication des *think tanks* sur son territoire. Cet article propose d'en faire une première recension qui rassemble une cartographie des clivages idéologiques qui les séparent, une illustration de l'évolution de leurs ressources, un examen des liens qu'entretiennent ces organisations avec des lobbies et des partis politiques ainsi que le rôle joué par certains milliardaires québécois quant au financement et à la fondation des *think tanks* au Québec.

# Les *think tanks* au Québec : essor d'une industrie de recherche en territoire politique\*

GUILLAUME LAMY  
*Doctorant en science politique*  
*Université du Québec à Montréal*

## Résumé

Après avoir cru en nombre et en ressources aux États-Unis à partir des années 1960, et au Canada à partir des années 1980, le Québec a connu lui aussi, quoique plus tardivement, une multiplication des *think tanks* sur son territoire. Cet article propose d'en faire une première recension qui rassemble une cartographie des clivages idéologiques qui les séparent, une illustration de l'évolution de leurs ressources, un examen des liens qu'entretiennent ces organisations avec des lobbies et des partis politiques ainsi que le rôle joué par certains milliardaires québécois quant au financement et à la fondation des *think tanks* au Québec.

## Mots-clés :

*think tanks*, groupes de pression, lobbyisme, militantisme, élites, Québec

Rares sont les sujets en études politiques où il est encore possible d'agir en défricheur. Mis à part quelques travaux qui se comptent sur les doigts d'une main<sup>1</sup>, les *think tanks* au Québec demeurent un champ presque vierge malgré leur installation en nombre sur le territoire depuis deux décennies. La situation est d'autant plus surprenante lorsqu'on tient compte du progrès des recherches dans le Canada anglophone<sup>2</sup> et même en France<sup>3</sup>. En conséquence, cet article propose de faire un premier portrait de l'essor des *think tanks* au Québec depuis le milieu des années 1990. Cet exercice réunit

---

\* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

une cartographie des clivages qui traversent ce champ, une illustration de l'évolution de leurs ressources ainsi qu'une synthèse des motivations des acteurs politiques et philanthropiques qui ont fondé ou qui administrent les diverses organisations en question.

### Une tentative de dénombrement des *think tanks* au Québec

Plusieurs des articles de ce numéro du *Bulletin d'histoire politique* ont esquissé diverses définitions de ce qu'est un *think tank*. Rien ne sert de chercher à concilier toutes ces définitions, car le *think tank* demeure un objet aux contours imprécis qui n'a rien des angles droits des objets classiques que sont, par exemple, les partis politiques, les tribunaux ou l'armée<sup>4</sup>. Cet article propose plutôt de se limiter aux organismes sans but lucratif (OSBL) domiciliés et actifs sur le territoire québécois en 2018 et dont l'activité principale est de produire et rassembler de l'information sur les politiques publiques et les enjeux sociaux<sup>5</sup>. Même s'il existe une définition légale qui encadre les organismes de charité qui ont pour vocation de faire de l'éducation politique et dans laquelle les principaux *think tanks* canadiens sont effectivement inclus, tous les *think tanks* OSBL n'entrent pas dans cette catégorie. La raison étant que depuis vingt ans, il est plus difficile d'obtenir un numéro de charité qu'auparavant. Aussi, certaines organisations, essentiellement financées par des contrats de recherches de gré à gré ou par des subventions gouvernementales, n'ont pas réellement avantage à s'enregistrer dans la catégorie des organismes de charité comme l'illustrent bien le Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations (CEFRIO) et le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO).

Cette réalité entraîne une première difficulté dans tout exercice de recension des *think tanks* au Québec: il n'existe pas en conséquence de liste officielle qui les inclurait tous. Ce problème n'a rien de particulier au Québec et demeure le même au Canada et aux États-Unis. Tous les chercheurs nord-américains qui étudient ce champ ont eu à construire des listes à l'aide d'une méthode *ad hoc*. En conséquence, la démarche du présent article a consisté à interroger le Registraire des entreprises du Québec afin d'identifier des OSBL s'adonnant à produire et rassembler des informations sur les politiques publiques et les enjeux de société.

Dans cette base de données, une série de mots-clés<sup>6</sup> ont permis d'identifier 15 *think tanks* OSBL domiciliés au Québec et actifs en 2018 dont le budget annuel était de plus de 100 000 \$<sup>7</sup>. Bien qu'imparfaite et que certains laboratoires d'idée puissent encore y échapper, la présente démarche demeure la seule à avoir tenté de systématiser l'identification des organisations qui forment le champ des *think tanks* québécois prenant la forme d'OSBL.

**Tableau 1**

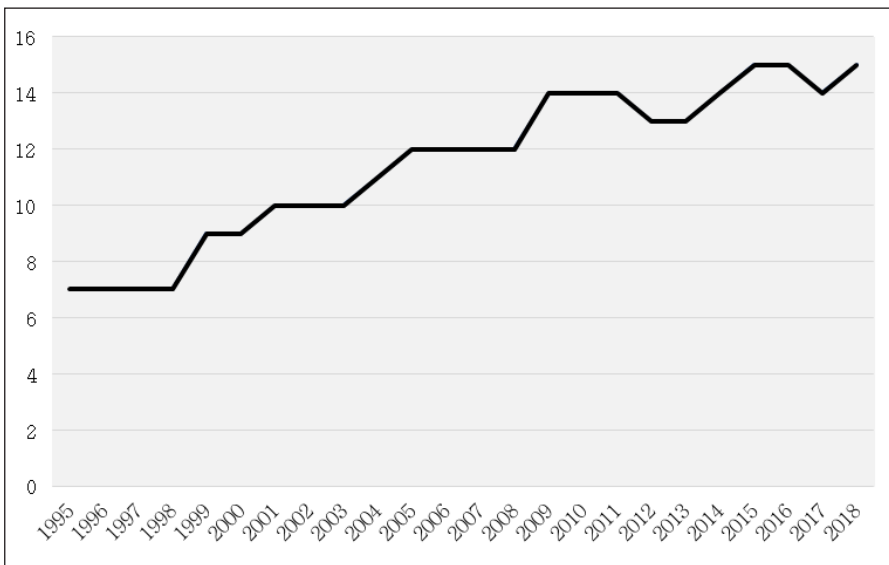
**Les *think tanks* domiciliés au Québec ayant un budget annuel de plus de 100 000 \$ et actifs en 2018\***

<b>Organisation</b>	<b>Acronyme</b>	<b>Année de fondation</b>	<b>Statut de charité</b>	<b>Dernier budget</b>
Centre justice et foi	CJF	1968	Oui	932 902 \$
Institut de recherche en politiques publiques	IRPP	1972**	Oui	2 450 000 \$
Association des études canadiennes	AEC	1973	Oui	1 289 317 \$
Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations	CEFRIO	1987	Non	3 143 593 \$
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations	CIRANO	1993	Non	3 951 431 \$
Institut économique de Montréal	IEDM	1999	Oui	2 808 607 \$
Institut de recherche en économie contemporaine	IREC	1999	Oui	698 163 \$
Institut de recherche et d'informations socio-économiques	IRIS	2001	En demande	700 000 \$
Institut du Nouveau Monde	INM	2004	Oui	1 415 182 \$
Institut sur la gouvernance des organisations publiques et privées	IGOPP	2005	Oui	1 181 967 \$
Institut de politiques alternatives de Montréal	IPAM	2009	Non	Non divulgué
L'Idée fédérale	IF	2009	Oui	124 000 \$***
Institut du Québec	IdQ	2014	Oui	500 000 \$
Institut de recherche sur les autonomies et indépendances nationales	IRAI	2015	Oui	Non divulgué
Observatoire québécois des inégalités	OQI	2018	En demande	500 000 \$

Sources: Rapports annuels et demandes d'accès à l'information.

Le compte des organisations qui ont été actives sur le territoire ou qui ont déménagé au Québec au cours de leur histoire, illustré par la Figure 1, montre que le champ de la recherche auxiliaire est en expansion. Seulement une organisation a fermé ses portes, l'Institut interculturel de Montréal (1990-2012)<sup>8</sup>, une autre a changé de vocation en 2017 (l'Institut pour le partenariat public-privé, devenu le Conseil des infrastructures<sup>9</sup>) et aucun *think tank* n'a vu ses ressources décroître de manière significative.

**Figure 1**  
**Nombre total des *think tanks* domiciliés au Québec**  
**ayant un budget annuel de plus de 100 000 \$ (1995-2018)**



Comme on pouvait s'y attendre, la morphologie du champ des *think tanks* québécois montre une asymétrie évidente par rapport au Canada et aux États-Unis: aucune organisation n'est destinée aux relations internationales<sup>10</sup>, alors que cela compose généralement une portion importante de

\* Les budgets annuels ont été recueillis en consultant les rapports annuels des organisations retenues. Lorsque de tels documents n'étaient pas disponibles, les informations financières ont été obtenues à la suite d'une demande auprès de la direction.

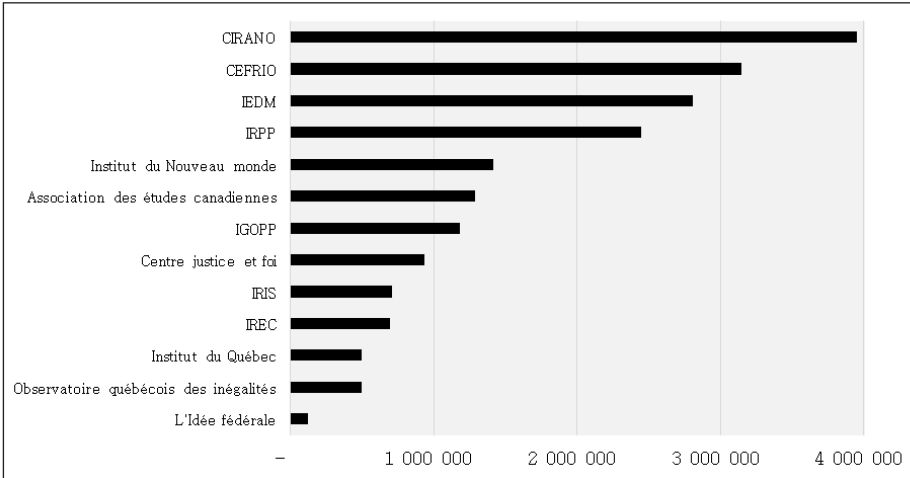
\*\* Certains *think tanks* n'ont pas été fondés au Québec, mais s'y sont installés par la suite. C'est le cas de l'IRPP, en 1993.

\*\*\* Le budget de l'Idée fédérale fluctuant d'une année à l'autre du simple au triple, le budget affiché est une moyenne des six dernières années.

la faune des laboratoires d'idées à Ottawa et Washington. Malgré cet angle mort, l'écosystème des *think tanks* reproduit les grands traits des autres juridictions nord-américaines. On y voit une diversité des champs de recherche et des orientations faciles à repérer.

On retrouve ainsi des organisations essentiellement orientées vers les sujets que sont l'immigration, les minorités, la religion et la diversité. Ces thèmes accaparent l'essentiel de l'attention du Centre justice et foi, de l'Association des études canadiennes et du défunt Institut interculturel de Montréal. On constate aussi que les *think tanks* traitant des politiques sociales et économiques dominent en nombre et en ressources. L'Institut économique de Montréal, l'Institut de recherche en politiques publiques, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques, le CIRANO et l'Institut du Québec accaparent près de 60% des ressources des 13 *think tanks* québécois dont le budget a pu être consulté.

**Figure 2**  
**Dernier budget disponible de 13 think tanks domiciliés au Québec en 2018, en millions\***



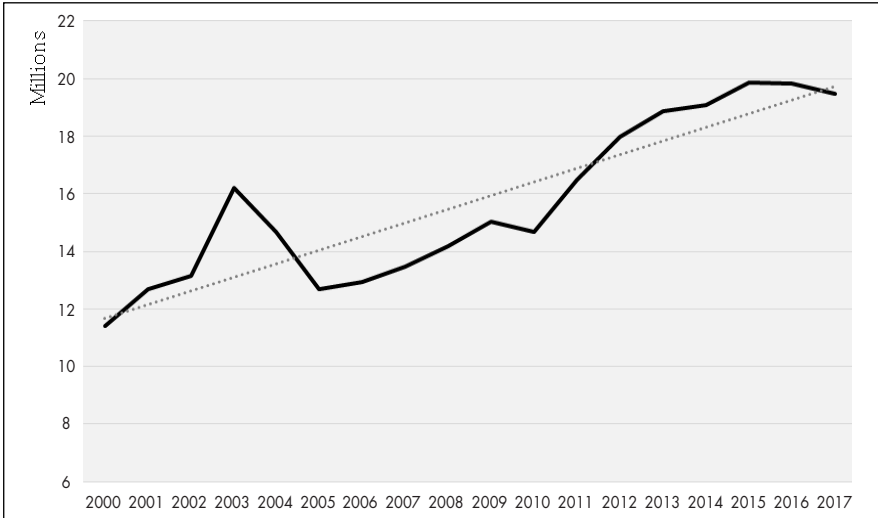
Sources : Rapports annuels et demandes d'accès à l'information.

Malgré cette prédominance des questions sociales et économiques, on retrouve quand même des organisations axées sur les enjeux constitutionnels (l'Idée fédérale et l'Institut de recherche sur l'autonomie et les indépendances

\* Le budget affiché de l'Observatoire québécois des inégalités est celui de 2019, sa première année d'opération.

Figure 3

Compilation des dépenses de 13 *think tanks*\* dont les données sont disponibles depuis l'an 2000 ou depuis leur fondation



Source : Rapports annuels et demandes d'accès à l'information.

nationales) ou sur les enjeux de technologies et de gestion des organisations (IGOPP et le CEFRIO).

En excluant les *think tanks* qui sont issus d'initiatives académiques comme le CIRANO et le CEFRIO (qui sont malgré tout constitués en tant qu'OSBL), la stratégie nominale qu'a choisie la grande majorité des autres *think tanks* pour se présenter au public illustre une quête de crédibilité publique, comme en témoigne le recours à la désignation d'*institut*. Cette volonté de se présenter ainsi traduit bien l'ambition de construire un capital symbolique capable de faciliter leur présence médiatique et d'attirer des contrats de recherche et des subventions.

### L'évolution des ressources des *think tanks* au Québec

L'essor des *think tanks* au Québec se comprend lorsqu'on porte attention à l'évolution des ressources qu'ils investissent collectivement en recherche et en communication. Plutôt que de s'attarder à la colonne des revenus qui fluctue parfois brutalement pour les *think tanks* financés par des place-

\* AEC, CEFRIO, CIRANO, CJF, IdQ, IEDM, l'Idée fédérale, IGOPP, INM, Institut interculturel de Montréal, IREC, IRIS, IRPP.

ments en bourse, comme c'est le cas de l'IRPP<sup>11</sup>, la colonne des dépenses – qui se révèle plus stable – des *think tanks* québécois regroupés montre une nette évolution à la hausse depuis le début du siècle.

La Figure 3 montre clairement que les dépenses globales des *think tanks* sont en augmentation depuis le début du siècle. Cette croissance des dépenses et celle du nombre de *think tanks* sont les manifestations d'un marché en expansion où des entrepreneurs de recherches ont réussi à s'armer à l'essor d'une demande pour ce genre de services. Ce marché est alimenté par diverses sources: les gouvernements (fédéral, provincial et municipal), les fondations, les dons d'entreprises et de particuliers, ainsi que par des contrats de recherche.

La croissance des ressources des *think tanks* telle que compilée ici pour la première fois est d'autant plus intéressante qu'elle est plus forte que celle des partis politiques, et aussi parce qu'elle rattrape progressivement les subventions allouées aux chercheurs par le gouvernement québécois pour la recherche universitaire sur la société et la culture (FRQSC) comme le montrent les Figures 4 et 5.

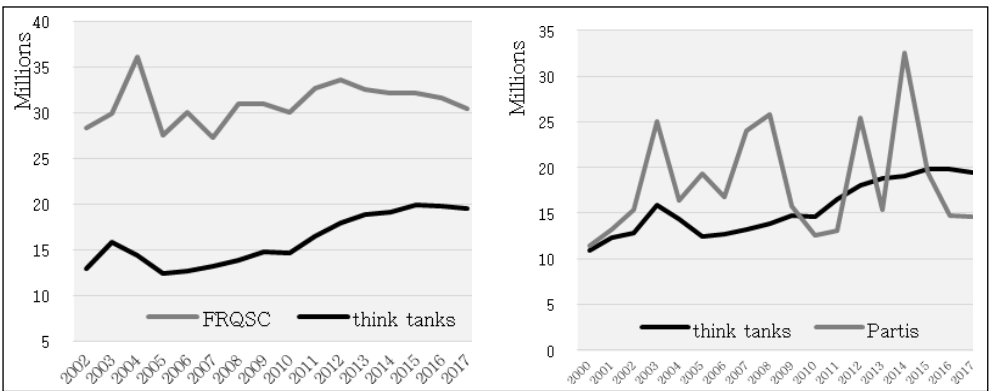
Les dépenses compilées par les *think tanks* retenus dans cet article sont passées de 10,9 millions en 2000 à 19,5 millions en 2017 et représentent une croissance de 79% depuis le début du siècle. Cette somme dépasse depuis

**Figure 4**

**Évolution des dépenses de 13 *think tanks* québécois par rapport aux subventions allouées au FRQSC**

**Figure 5**

**Évolution comparée des dépenses de 13 *think tanks* québécois par rapport aux budgets des partis politiques**



Sources: Fonds de recherche du Québec – société et culture; Directeur général des élections.



2016 le budget des partis politiques en dehors des années électorales. En ce qui a trait à la comparaison aux subventions attribuées aux professeurs, les données du FRQSC ne permettent pas de départager les sommes explicitement liées aux politiques publiques et aux enjeux de sociétés, tous les sujets étant fusionnés, qu'il s'agisse de littérature, d'histoire et même de linguistique. Cela signifie que les ressources des *think tanks* domiciliés au Québec sont beaucoup plus proches des sommes octroyées par le FQRSC que ne le laisse voir la Figure 4. Les ressources des *think tanks* OSBL se rapprochent aussi des sommes allouées à l'Institut de la statistique du Québec qui étaient de 24 millions en 2018. Aussi, à travers le temps, le gouvernement du Québec a davantage investi dans les organisations de recherche auxiliaire que dans l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) qui ne bénéficiait que d'une subvention de 417 646\$ en 2018.

**Tableau 2**

**Total des sommes allouées par le gouvernement du Québec à quatre *think tanks* et à l'ACFAS entre 2001 et 2018**

CEFRIQ	39 050 293 \$
CIRANO	37 108 370 \$
ACFAS	6 630 059 \$
Institut du Nouveau Monde	3 184 075 \$
Conference Board	2 746 229 \$

Sources : Comptes publics, ministère des Finances du Québec .

### Divers profils de financement

En matière de financement, on peut ranger les *think tanks* dans trois catégories. En premier lieu, ils peuvent être autofinancés soit par dotation ou contrats de recherche. Au Québec, ce n'est le cas essentiellement que de l'IRPP dont les actifs s'élevaient à 42,5 millions en 2017. Ce capital lui offre bon an mal an un peu plus de deux millions en dividendes et lui garantit une stabilité et une indépendance économique dont ne jouissent pas les autres formations.

Les laboratoires d'idées peuvent aussi être principalement financés par des subventions gouvernementales. Au Québec, c'est essentiellement le cas de l'Association des études canadiennes (AEC), du CIRANO et du CEFRIQ. De 2000 à 2017, sur les 14,5 millions dépensés par l'AEC, 9,1 millions provenaient du gouvernement fédéral. Également, de 2001 à 2018, le CEFRIQ et le CIRANO ont reçu 39 millions et 37 millions uniquement du

gouvernement provincial en contrats de recherche et en fonds de fonctionnement sur des budgets cumulatifs de 63,3 millions pour le CEFRIO et 64,1 millions pour le CIRANO.

Certains *think tanks* peuvent être financés à l'aide de dons individuels, d'entreprises ou par d'autres organismes de charité. Par exemple, en 2007, l'Institut du Nouveau Monde obtenait un million de fonds provenant d'autres organismes de charité enregistrés (principalement de la fondation Lucie et André Chagnon) sur un budget annuel de 1,2 million. Aussi, à l'Institut économique de Montréal (IEDM) – dont le budget est passé de 278 000 \$ en 1999 à près de trois millions en 2017 – sur les 27 millions de dollars dépensés entre 2000 et 2017, 8,5 millions provenaient d'autres organismes de charité. Des sources journalistiques et des données provenant de l'IEDM nous informent qu'il s'agit du *think tank* québécois qui obtient le plus de succès pour aller chercher des fonds hors du Canada, surtout en provenance des États-Unis. À ce sujet, le *Vancouver Sun* nous a informé du financement obtenu par l'IEDM auprès d'une des fondations des frères Koch qui ont fait fortune dans l'industrie pétrolière<sup>12</sup>. L'IEDM a aussi bénéficié d'un fonds de démarrage de 200 000 \$ de la fondation américaine Atlas Network dont l'un des mandats est de faciliter la mise sur pied de *think tanks* et organisations néolibérales dans le monde<sup>13</sup>. De 2013 à 2017, l'IEDM a récolté 1,9 million en dons en provenance de l'étranger et cela compose 17 % de son financement sur cinq ans. La situation de l'IEDM est analogue à celle de l'Institut Fraser de Vancouver qui, elle aussi, réussit à aller chercher 15 % de ses ressources hors du pays avec 14 millions recueillis à l'étranger de 2009 à 2017 sur un budget total de 97,5 millions. Cela permet de mettre en lumière un fait qui mériterait d'être étudié plus en profondeur : les *think tanks* néolibéraux, bien qu'ils critiquent les politiques publiques nationales, s'adonnent à une géopolitique internationale des idées – favorable au libéralisme économique – à l'aide de bailleurs de fonds situés outre-mer.

À l'inverse de ce modèle de financement, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) refuse tout argent de l'État et des entreprises. Obtenant des contrats de recherche des groupes communautaires, syndicaux, environnementaux et des associations étudiantes, l'IRIS a aussi développé un modèle atypique fondé sur les microdons mensuels : environ 1 200 personnes offraient une somme moyenne de 12 \$ par mois à l'organisation à la fin de l'année 2016<sup>14</sup>.

### **Pourquoi fonder un *think tank* au Québec ?**

Bien qu'elles soient diverses, les motivations qui ont mené à la création des *think tanks* au Québec sont orientées essentiellement autour des

enjeux et de la vision de leurs fondateurs. Un examen des archives des quotidiens québécois a permis de mettre en lumière que la majorité des directeurs et fondateurs des *think tanks* québécois ont un curriculum bien ancré dans la politique des partis ou ont orbité autour cette sphère.

Fruit d'une collaboration avec le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec a été fondé à la fin de l'année 2014 par l'ancien ministre du Parti libéral du Québec Raymond Bachand et demeure administré par d'anciens membres et employés de ce parti<sup>15</sup>. En 1999, Jacques Parizeau a fondé l'Institut de recherche en économie contemporaine, un *think tank* défendant un point de vue nationaliste et interventionniste en économie, dans le but de faire barrage au discours néolibéral qui s'était levé en Occident depuis les années 1980. En collaboration avec des organisations nationalistes – la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Fondation du Prêt d'Honneur – ils ont, depuis lors, offert des prix aux meilleures thèses et mémoires en économie québécoise<sup>16</sup>.

En 1999, se jugeant orphelins politiques au Québec, Michel Kelly-Gagnon et quelques collègues ont décidé de se lancer dans le combat politique par l'entremise de la recherche en reprenant un club social libertarien pour en faire un *think tank* : l'Institut économique de Montréal, dont la vocation serait, souhaitaient-ils, de faire contre-pied aux discours social-démocrate, keynésien et interventionniste qu'ils jugeaient alors hégémoniques dans le Québec de la fin du XX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. Analysant la situation dans le sens inverse, quelques années plus tard, à la suite de la grève étudiante de 2005<sup>18</sup>, des militants étudiants de l'UQAM ont investi un organisme de recherche communautaire (l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques), dans le but d'en faire un *think tank* progressiste qui aurait pour mission de servir d'organe de résistance par la recherche au discours néolibéral qu'ils jugeaient, eux aussi, de plus en plus omniprésent au Québec<sup>19</sup>.

L'engagement politique sous-jacent à la fondation des *think tanks* québécois ne se limite pas qu'aux organisations traitant des sujets sociaux et économiques. En 2009, une initiative à laquelle participait André Pratte a mené à la création de l'Idée fédérale, un *think tank* ayant pour but de nourrir la réflexion sur le fédéralisme et prenant la forme d'« un réseau non partisan regroupant des gens de divers milieux et allégeances qui croient aux principes du fédéralisme, notamment comme système de gouvernement au Canada<sup>20</sup> ». La production d'informations sur la nature des régimes politiques allait trouver un nouvel écho en 2016, lorsque Pierre Karl Péladeau, alors élu à l'Assemblée nationale et chef du Parti québécois, investissait un million de dollars de sa fortune personnelle<sup>21</sup> pour lancer l'Institut de recherche sur l'autonomie et les indépendances nationales et confiait la présidence de cette organisation à Daniel Turp, professeur en droit et ancien député du Bloc québécois et du Parti québécois. Cet institut

est dirigé depuis 2018 par Andrée Corriveau, ancienne attachée de presse et directrice de cabinet au Parti québécois de 1996 à 2000<sup>22</sup>.

Même si leur budget ne leur a pas permis de bénéficier d'un personnel permanent, trois petites organisations se comportant comme des *think tanks* montrent aussi que la voie de la recherche et de l'information est devenue une stratégie de plus en plus populaire pour les acteurs politiques. ATTAC-Québec, une association liée à ATTAC-France, mais indépendante d'elle financièrement et administrativement<sup>23</sup>, a été lancée en 2000 au Québec pour s'opposer aux traités de libre-échange et aux paradis fiscaux. Elle cherche à convaincre la population de la nécessité de taxer les transactions financières. En 2002, une organisation souverainiste, le Mouvement national des Québécois, mettait sur pied l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ)<sup>24</sup> qui a été financé, entre autres, en 2003 par Bernard Landry à l'aide d'une somme de 46 800 \$ alors qu'il était premier ministre<sup>25</sup>. La recherche à l'IRQ est dirigée depuis 2008 par le ténor nationaliste et souverainiste Mathieu Bock-Côté<sup>26</sup>. Aussi, en 2008 voyait le jour l'Institut de recherche sur le français en Amérique en réaction à diverses réformes controversées et médiatisées à l'Office québécois de la langue française (OQLF)<sup>27</sup>. Cette organisation fondée par Patrick Sabourin, ancien activiste au Mouvement Montréal français, a ensuite mis fin à ses activités en 2013, après que le Parti québécois ait pris le pouvoir en promettant de renforcer le rôle de l'OQLF et d'adopter une nouvelle version de la loi 101<sup>28</sup>.

Rien ne démontre de manière plus éloquente les liens entre les acteurs politiques et les *think tanks* que la fondation de l'Institut de recherche en politiques publiques en 1972. Comme le détaillent Donald Abelson<sup>29</sup> et Julien Landry dans ce numéro, l'IRPP a été fondé à la suite de la volonté de Pierre Elliott Trudeau de créer un institut de recherche indépendant qui équivaldrait à un *Brookings Institute* canadien. À l'aide de contributions du gouvernement fédéral, de certains gouvernements provinciaux et d'entreprises, l'IRPP a connu un démarrage rapide dû à une généreuse dotation qui s'élève en 2017 à 42,5 millions; une somme à laquelle il faut ajouter les 10 millions que le gouvernement de Justin Trudeau a ajoutés dans le but de créer un centre d'excellence d'études sur la fédération canadienne<sup>30</sup>.

Tous ces résumés biographiques témoignent d'une évolution de l'agir politique au Québec et confirme la tendance déjà observable aux États-Unis et au Canada anglophone à la politisation de la recherche.

### **L'importance stratégique du rôle de directeur**

Dans une organisation qui dépend essentiellement des dons, de la philanthropie, des contrats ou des subventions gouvernementales, les qualités de réseautage et le carnet d'adresses du directeur jouent un rôle névralgique.

Peu de gens sont en mesure, comme ce fut le cas à l'Institut du Nouveau Monde (INM), d'aller chercher 3 millions de dollars en dons philanthropiques de 2006 à 2009, ce qui représentait alors 52 % du budget de fonctionnement de l'organisation lors de cette période. Cela explique bien pourquoi les directeurs des *think tanks* restent en poste relativement longtemps. Michel Kelly-Gagnon a occupé le poste de directeur de l'IEDM depuis 1999 avec un intermède de 3 ans, alors qu'il avait pris la barre du Conseil du patronat de 2006 à 2009. En poste de 2004 à 2017, Michel Venne a occupé le titre de directeur pendant 13 ans à l'INM. En plus d'être le directeur de la revue *L'Action nationale* depuis 1999, Robert Laplante dirige l'Institut de recherche en économie contemporaine depuis 2001, pour un total à ce jour de 17 années en poste. André Pratte est également président de l'Idée fédérale depuis sa fondation en 2009. Aussi, Yvan Allaire et Michel Nadeau sont en poste depuis la fondation de l'Institut sur la gouvernance des organisations publiques et privées en 2005. Jack Jedwab compte deux décennies à la barre de l'Association des études canadiennes où il est en poste depuis 1998.

Il n'y a qu'à l'IRIS, encore une fois, où les choses fonctionnent différemment : le rôle du directeur est sans effet, car l'organisation opère selon les principes de l'autogestion non hiérarchique. De plus, leur opposition aux inégalités de richesses s'applique aussi à leur modèle d'affaires : tous les cachets d'entrevues, de conférences et les droits d'auteurs de leurs livres sont fondus dans le budget global de l'organisation<sup>31</sup>.

### Portes tournantes et affinités politiques

La littérature américaine traitant des *think tanks* est univoque à un sujet : la bureaucratie américaine et les *think tanks* échangent couramment du personnel. C'est ce qui a mené à l'usage généralisé de l'expression des « portes tournantes » pour désigner le phénomène en question. La situation est telle qu'aux États-Unis les *think tanks* servent bien souvent de réservoir d'experts lorsqu'une nouvelle administration entre au pouvoir.

Le principe des portes tournantes s'observe aussi Québec, quoi qu'il reste d'une ampleur sensiblement plus faible. En plus de ce qui a été déjà dit au sujet des liens entre l'Institut du Québec et le Parti libéral et entre l'IREC, l'IRQ et le Parti québécois, les deux *think tanks* de combats les plus actifs, l'IRIS et l'IEDM, montrent le raffermissement des liens entre les acteurs de la recherche de combat et la politique des partis.

Le principe des portes tournantes est manifeste à l'IEDM avec les partis qui se rapprochent du conservatisme économique. Adrien Pouliot a été président du CA de l'IEDM de 1999 à 2007, et Maxime Bernier, vice-président exécutif en 2005. Martin Masse, ancien employé du Parti réformiste, a occupé diverses fonctions à l'IEDM pendant deux décennies et a refait le

saut en 2018 dans l'arène politique en devenant l'attaché de presse de Maxime Bernier lorsqu'il a fondé le Parti populaire du Canada<sup>32</sup>. Après avoir tenté de se faire élire pour le Parti conservateur du Canada dans la circonscription de Mont-Royal, l'ancienne journaliste de TVA, Pascale Déry, est devenue vice-présidente des communications à l'IEDM. Aussi, Michel Kelly-Gagnon avait évoqué qu'il n'excluait pas de se présenter pour l'Action démocratique du Québec pour l'élection de 2012<sup>33</sup>. Plus encore, Youri Chassin, qui a été directeur de la recherche à l'IEDM de 2010 à 2017, a été élu pour la Coalition avenir Québec lors de l'élection provinciale de 2018 après un bref saut en tant que lobbyiste pour l'industrie pétrolière. Bien que cela soit un fait rarissime, Chassin n'a pas été le premier chercheur d'un *think tank* à entrer dans un parti ou à entrer au gouvernement. La première occurrence de ce phénomène remonte à 1998 avec l'élection de Monique Jérôme-Forget pour le Parti libéral du Québec alors qu'elle était jusque-là présidente de l'Institut de recherche en politiques publiques depuis 1991.

La lecture des rapports annuels de l'IEDM montre un véritable foisonnement d'activités de réseautage organisées par ce *think tank* libertarien. La chose est telle qu'on peut même avancer que l'IEDM a été un des foyers majeurs de la promotion et de l'organisation du réseau néolibéral au Québec depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le même phénomène de portes tournantes commence à s'observer entre l'IRIS et la gauche québécoise. Plusieurs sources journalistiques laissent voir que les acteurs engagés à l'IRIS ont aussi contribué à la naissance de Québec solidaire (QS) lors de sa fondation en 2006. Par exemple, Simon Tremblay-Pepin était le responsable des relations avec les médias pour QS lors de l'élection de 2007<sup>34</sup> et a été candidat pour ce parti en 2018 dans la circonscription de Nelligan<sup>35</sup>. Aussi, dans le film *À contre-courant* de Lisa Sfriso qui raconte l'histoire des élections de 2008 et de 2012 du point de vue de QS, on peut voir l'engagement militant dans l'organisation de ce parti d'au moins quatre chercheurs de l'IRIS (Éric Martin, Simon Tremblay-Pepin, Eve-Lyne Couturier et Philippe Hurteau) lors de l'élection de 2008 dans la circonscription de Mercier où Amir Khadir a été élu pour la première fois<sup>36</sup>. L'engagement politique et les liens entre chercheurs de l'IRIS remontent à 2006 alors que Eve-Lyne Couturier (candidate de QS en 2008 dans la circonscription de Matapédia<sup>37</sup>) et Simon Tremblay-Pepin appelaient les progressistes à abandonner le Parti québécois pour rejoindre la fusion du parti dont ils étaient membre, l'Union des forces progressistes, avec un autre parti de gauche, Option citoyenne<sup>38</sup>. La proximité entre QS et l'IRIS continue de s'observer sur plus d'une décennie. En 2018, Mathieu Dufour, chercheur à l'IRIS, a été nommé comme « chercheur indépendant » pour évaluer la viabilité du programme économique de QS<sup>39</sup>, un programme élaboré par Simon Tremblay-Pepin, ancien

chercheur à l'IRIS, qui a été, selon le *Journal de Montréal*, le « principal architecte du cadre financier du parti de gauche<sup>40</sup> ».

Aussi, des liens s'observent à l'IRIS avec les syndicats<sup>41</sup> qui ont contribué au financement de plusieurs de leurs recherches à travers le temps<sup>42</sup>. Enfin, d'autres liens forts peuvent être observés dans la durée entre l'IRIS et la branche plus contestataire du mouvement étudiant, surtout avec l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)<sup>43</sup>.

Mais d'autres *think tanks* québécois laissent voir des liens entre ses administrateurs et la politique des partis. C'est en effet le cas à l'Association des études canadiennes dirigée par Jack Jedwab depuis 1998. Depuis 20 ans, les propos de Jack Jedwab et de son organisation de recherche ont très souvent été placés en contradiction avec le discours des nationalistes québécois lors des débats sur le multiculturalisme et sur la situation du français au Québec. Cette polarisation s'observait même plusieurs années auparavant<sup>44</sup>. Avant d'être actif à l'AEC, Jedwab a été porte-parole du Congrès juif canadien et a souhaité, sinon a été approché pour être candidat pour le Parti libéral du Québec à quelques reprises<sup>45</sup>. Lors du référendum de 1995, le Congrès juif canadien dont Jedwab était porte-parole a publié un sondage affirmant qu'un tiers des Juifs de la province déménagerait à la suite de l'indépendance du Québec<sup>46</sup>. Également, son engagement et son lobbying politique pour le camp du NON en 1995 ont été maintes fois évoqués dans les médias<sup>47</sup>.

D'autres liens peuvent être découverts entre l'AEC, le Parti libéral du Québec et le Parti libéral du Canada. Herbert Marx, qui agit à titre de président de l'AEC depuis 2007, a été député du PLQ et ministre de la Justice sous le gouvernement de Robert Bourassa. Il a démissionné du PLQ en 1989 pour protester contre la loi 178 modifiant la Charte de la langue française. À cela, il faut ajouter que Marlene Jennings, députée du PLC de 1997 à 2011, agit aussi à titre d'administratrice de l'AEC en 2018 selon le registre des entreprises du Québec.

Avant d'être vice-président de l'AEC, Jack Jedwab avait mis sur pied un autre *think tank* beaucoup plus axé sur la défense de la communauté anglophone québécoise, l'Institut Missisquoi (1991-2009), en compagnie de Joseph Rabinovitch, alors secrétaire d'Alliance Québec<sup>48</sup>, et de Jonathan Goldbloom dont les liens avec le Parti libéral du Canada sont avérés<sup>49</sup>. Les archives journalistiques laissent voir que l'Institut Missisquoi servait d'auxiliaire de recherche au cercle politisé d'Alliance Québec<sup>50</sup>.

En plus de l'Institut du Québec et de l'AEC, un autre *think tank* montre des liens avec les partis fédéralistes du Québec et du Canada. À l'Idée fédérale, fondée par André Pratte, avant qu'il ne devienne sénateur libéral, on retrouvait sur le conseil d'administration de cette organisation : le fils de Claude Ryan, Patrice Ryan, dont les activités de lobbyiste et les liens avec le PLQ ont été divulgués dans les médias à plusieurs reprises<sup>51</sup>. Aussi,

à la division jeunesse de l'Idée fédérale, était active Claudia Di Lorio, ancienne vice-présidente des Jeunes libéraux du Canada. Par ailleurs, ce *think tank* ne cache pas ses liens avec la classe politique qui sont explicitement et publiquement assumés. Jean Charest (PLQ), Bill Graham (PLC), Lawrence Cannon (PLQ) et d'autres personnalités politiques de premier plan figurent sur la liste des « gouverneurs » qui servent de conseillers à ce *think tank*.

Le Tableau 3 récapitule les liens observables entre les *think tanks* politisés et les partis politiques compilés jusqu'ici dans cet article. On y voit facilement la réitération des clivages politiques antérieurs (gauche-droite, fédéraliste-souverainiste) sur le territoire de la recherche.

**Tableau 3**

**Affinités politiques entre *think tanks* domiciliés au Québec et partis politiques**

<i>Think tank</i>	Affiliation(s) des fondateurs ou des administrateurs
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institut économique de Montréal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parti conservateur du Canada</li> <li>• Parti conservateur du Québec</li> <li>• Action démocratique du Québec</li> <li>• Reform party</li> <li>• Coalition avenir Québec</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institut de recherche et d'informations socio-économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Québec solidaire</li> <li>• Syndicalisme étudiant de combat</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institut de recherche sur le Québec</li> <li>• Institut de recherche sur le français en Amérique</li> <li>• Institut de recherche sur l'autonomie et les indépendances nationales</li> <li>• Institut de recherche en économie contemporaine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parti québécois</li> <li>• Bloc québécois</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institut du Québec</li> <li>• Association des études canadiennes</li> <li>• L'Idée fédérale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parti libéral du Canada</li> <li>• Parti libéral du Québec</li> </ul>

Sources : Archives des périodiques québécois depuis 1995 (EUREKA) .

**Financement: le rôle des milliardaires**

Il aurait été étonnant que les milliardaires et les grands philanthropes québécois se soient tenus à l'écart d'un marché qui dépend en grande



partie des dons et de la charité. Il est connu au Canada anglophone que les milliardaires ont financé à travers le temps diverses initiatives de *think tanks*, comme ce fut le cas de la Fondation Andrea et Charles Bronfman lors de la controverse des *Minutes du patrimoine*, dans lequel le *think tank* ontarien Historica Canada avait joué un rôle d'organisateur et de producteur. Une centaine de millions avait alors été investie par la famille philanthrope pour «soutenir des programmes affirmant l'identité et la fierté canadienne<sup>52</sup>».

La majorité des *think tanks* québécois ayant un numéro de charité ou étant en démarche pour l'obtenir ont le droit de remettre des reçus accordant des déductions d'impôt et cela constitue un argument de vente important pour convaincre divers bailleurs de fonds. Comme il est possible de le constater, les milliardaires québécois ne se sont pas tenus à l'écart des *think tanks* qui ont augmenté en nombre au Québec depuis le XXI<sup>e</sup> siècle. Hélène Desmarais siégeait en 2018 au conseil d'administration de trois organisations : l'Idée fédérale, l'Institut économique de Montréal et l'Institut de gouvernance des organisations publiques (IGOPP). Phyllis Lambert, de la famille Bronfman, a aussi, en 2009, réuni divers chercheurs lors de la fondation de l'Institut de politiques alternatives de Montréal en collaboration avec Heritage Montréal<sup>53</sup>. Alors qu'il était toujours chef du Parti québécois, Pierre Karl Péladeau a investi un million de dollars de sa fortune personnelle<sup>54</sup> pour mettre sur pied l'Institut de recherche sur l'autonomie et les indépendances nationales. La Fondation Lucie et André Chagnon a, à diverses reprises, financé les activités de l'Institut du Nouveau Monde et a contribué au financement d'un nouveau *think tank* en 2018 : l'Observatoire québécois des inégalités. À cela, il faut souligner le don de deux millions de la fondation du milliardaire Stephen A. Jarislowsky en 2005 lors de la création de l'IGOPP<sup>55</sup>.

## Conclusion

Même après ce premier portrait des *think tanks* au Québec, il est certain que ces organisations de recherche en territoire politique n'ont pas livré tous leurs secrets. Malgré cela, cet article a cherché à mettre en lumière que l'essor de la politisation de la recherche, qui a été démontré depuis longtemps aux États-Unis<sup>56</sup>, a rejoint l'espace québécois. Des organisations permanentes de recherche ont établi de petites ambassades qui parfois servent d'auxiliaire de recherche à la classe politique et d'autres fois interviennent directement et de manière autonome dans les débats de société. Aussi, les nombreux liens avec les partis politiques, les lobbies et le milieu de la philanthropie obligeront les chercheurs universitaires à garder un œil sur cette industrie dont les ressources continuent de croître de façon significative au fil du temps. Il faut aussi reconnaître que les fonds dont

disposent les *think tanks* québécois (1,5 million en moyenne annuellement par organisation) dépassent de très de loin le budget d'une chaire de recherche du Canada en sciences sociales qui varie entre 100 000 \$ et 200 000 \$ annuellement.

Dans *Think Tanks in America*, Thomas Medvetz disait que depuis le XXI<sup>e</sup> siècle, si ce n'est pas avant, les universitaires ont été déclassés par les experts des *think tanks* dans les discussions entourant les politiques publiques<sup>57</sup>. La chose reste à démontrer au Québec, au Canada et en France, mais il est certain que la structure des *think tanks* constitue un sérieux avantage concurrentiel en termes d'efficacité et de liberté dans un univers médiatique où la vitesse d'exécution s'arrime mal avec le rythme lent et procédurier de la recherche académique. Les *think tanks* ne sont que très rarement soumis aux règles de publications, lentes et contraignantes, de la recherche académique – comme la révision par les pairs, la divulgation des conflits d'intérêts et des financements intéressés, la demande de financement par concours, etc.

Enfin, l'essor des *think tanks* au Québec confirme l'observation de plusieurs travaux antérieurs sur « l'expertisation » des débats politiques<sup>58</sup>. On voit surtout que les *think tanks* occupent désormais une place essentielle dans l'engagement politique et dans les coalitions d'intérêts dans lesquels ils agissent aux côtés des partis politiques, des lobbies et groupes de pression, des mouvements sociaux et des intellectuels publics. Il a été souligné que de plus en plus d'organisations de défense d'intérêts de diverses allégeances (par exemple le Conseil du patronat, Équiterre, Greenpeace, etc.) utilisent davantage le véhicule de la recherche pour défendre des positions politiques et intéressées dans l'espace médiatique. Cela met en relief une lame de fond qui s'incrute désormais dans notre paysage politique : la « thinktankisation » de l'agir politique – le Québec n'y échappe pas.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Peter Graefe, « La topographie des *think tanks* patronaux québécois. La construction d'un paysage néolibéral », *Globe*, vol. 7, n° 1, 2004, p. 181-202; Marie-Odile Savard-Lecomte, *L'Institut économique de Montréal, un Think tank influent sur la scène des idées au Québec*, Mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, 2009, 134 p.; Raymond Hudon et Philippe Roseberry, « *Think tanks*, opinion publique et le débat public-privé en santé. La dynamique de l'influence », dans François Béland et al. (dir.), *Le privé dans la santé : les discours et les faits*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 237-259; Guillaume Lamy, « *Think tanks* et politiques publiques : la relation des élus avec l'IRIS et l'IEDM à l'Assemblée nationale du Québec », dans Jérôme Couture et Steve Jacob (dir.), *Démocratie et politiques publiques*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, p. 283-300.
2. Donald E. Abelson, *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2018, 560 p.;

- Evert A. Lindquist, «Three Decades of Canadian *Think Tanks*: Evolving Institutions, Conditions and Strategies», dans Diane Stone et Andrew Denham (dir.), *Think Tank Traditions: Policy Research and the Politics of Ideas*, Manchester, Manchester University Press, 2004, p. 264-280; Julien Landry, *Les think tanks, les sciences sociales et la généralisation du discours expert au Canada et aux États-Unis*, thèse de doctorat (science, technologie et société), Université du Québec à Montréal, 2017, 556 p.; François Béland, «Idées, institutions politiques et production de l'expertise: une perspective comparative sur le rôle des *think tanks* au Canada et aux États-Unis», *Quaderni*, n° 70, 2009, p. 39-46.
3. Geoffrey Geuens, «Les principaux *think tanks* français», *Quaderni*, n° 70, 2009, p. 79-88.
  4. Voir les enjeux de définition par Guillaume Lamy dans la présentation de ce dossier thématique.
  5. Il est en effet pertinent de distinguer les *think tanks* qui prennent la forme d'OSBL de ceux qui sont des créatures d'État, car ils jouissent d'une autonomie administrative et éditoriale beaucoup plus large. Le fait qu'ils soient aussi investis très souvent par des sources intéressées ou idéologiques rend les *think tanks* OSBL plus attirant pour la science et l'histoire politique.
  6. En recherchant les organismes sans but lucratif, les termes de recherche retenus étaient: «institut», «centre», «association», «observatoire», «études», «recherche» et leur équivalent en anglais.
  7. Il existe en effet de petits *think tanks* au budget plus modeste comme *l'Institut de recherche du Québec* qui relève du *Mouvement national des Québécois*, feu *l'Institut de recherche sur le français en Amérique* (2008-2013) et *ATTAC-Québec*. Ils seront traités malgré tout dans cet article lorsqu'il sera question des *think tanks* de combat.
  8. Même s'il est vrai que l'Institut interculturel de Montréal a été fondé en 1963 sous le nom de Centre Monchanin, ce dernier a fonctionné surtout comme centre communautaire jusqu'en 1990, date de son changement de nom et de sa réorientation, davantage intellectualisée, en tant qu'institut.
  9. Bien qu'elle ait été rebaptisée en 2017, cette organisation n'est pas devenue une créature publique et continue de fonctionner en tant qu'OSBL.
  10. Bien qu'il ait la forme d'un OSBL, le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) ne produit pas de recherche et se comporte davantage comme une organisation de réseautage et de rayonnement des acteurs politiques et des entrepreneurs de catégorie internationale.
  11. En effet, l'IRPP a un budget négatif en 2009 de moins cinq millions de dollars à la suite de la crise financière de 2008 qui a affecté la valeur des titres boursiers.
  12. Beth Hong, «Charitable Fraser Institute Received \$4.3 million in Foreign Funding since 2000», *The Vancouver Sun*, 30 août 2012.
  13. Fondée par Anthony Fisher en 1981, Atlas Network, autrefois Atlas Economic Research Foundation, a favorisé la fondation ou le financement de l'Adam Smith Institut, l'Institut Fraser, l'Institut économique de Montréal, le Manhattan Institute et bien d'autres. Atlas Network offre aussi des MBA pour gestionnaire de *think tanks* favorables au libre marché.
  14. Entrevue avec Simon Tremblay-Pepin et Guillaume Hébert, 21 novembre 2016.

15. Mia Homsy, directrice de l'Institut du Québec a été à l'emploi du Parti libéral du Québec de 2008 à 2014 et le directeur associé, Jean-Guy Côté a aussi été conseiller politique de ce parti de 2005 à 2010.
16. François Normand, «Un nouveau *think tank* est né. L'Institut de recherche en économie contemporaine devrait se situer au centre du spectre des idéologies», *Le Devoir*, 30 mars 2000.
17. Michel Kelly-Gagnon, «Reclaiming a Free Market Tradition in Quebec», dans Colleen Dyble (dir.), *Freedom Champions: Stories from the Front Lines in the War of Ideas*, New York, Atlas Economic Research Foundation, 2011. Voir aussi une entrevue entre Robert-Guy Scully et Michel Kelly-Gagnon, dans la série *Free Market Series*, intitulée «The Role of Think tanks», 2013, en ligne: [youtu.be/5IDYIHHiBIU](https://youtu.be/5IDYIHHiBIU).
18. Fondé initialement en 2000 par François Patenaude et Martin Poirier, l'IRIS ne sera que très peu active de sa fondation jusqu'à 2005.
19. Entrevue avec Simon Tremblay-Pepin et Guillaume Hébert, le 21 novembre 2016.
20. André Pratte, «L'Idée fédérale», *La Presse*, 6 juin 2009.
21. Hugo De Grandpré, «L'Institut de recherche sur l'indépendance contestera la décision de l'ARC», *La Presse*, 28 juin 2018.
22. Andrée Corriveau, «Mon patron, mon ami», *Le Devoir*, 10 novembre 2018.
23. Site d'Attac-Québec, «Qui sommes-nous?», [quebec.attac.org](http://quebec.attac.org).
24. Kathleen Lévesque, «Le MNQ met sur pied un institut de recherche sur le Québec», *Le Devoir*, 24 janvier 2002.
25. Voir les comptes publics de l'année 2002-2003, *Renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs et les bénéficiaires*, Année financière terminée le 31 mars 2003, Ministère des Finances du Québec, p.139.
26. Voir la fiche du directeur sur le site de l'IRQ, [irq.quebec](http://irq.quebec).
27. Martin Croteau, «Un groupe indépendant naît du malaise à l'Office de la langue», *La Presse*, 1<sup>er</sup> avril 2008.
28. Paul Journet, «Une nouvelle loi 101 dans les trois premiers mois, promet le PQ», *La Presse*, 12 août 2012.
29. Donald E. Abelson, *Northern Lights. Exploring Canada's Think Tank Landscape*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2016.
30. Institut de recherche en politiques publiques, «Le gouvernement du Canada annonce un appui important à l'IRPP pour créer un centre d'excellence sur la fédération canadienne», communiqué du 27 février 2018.
31. Entrevue avec Simon Tremblay-Pepin et Guillaume Hébert, 21 novembre 2016.
32. Voir l'article: «"Parti populaire" pour Maxime Bernier? Le nom de son parti bientôt annoncé», *La Presse Canadienne*, dans *Le Devoir* du 14 septembre 2019.
33. Antoine Robitaille, «ADQ: Michel Kelly-Gagnon ne sera pas de la course à la direction», *Le Devoir*, 6 janvier 2009.
34. Antoine Robitaille et Claude Turcotte, «Tous les partis sont sur la ligne de départ», *Le Devoir*, 19 février 2007.
35. Sylvain Larocque, «Une étude du mari de la mairesse Plante pour Québec solidaire», *Journal de Montréal*, 30 août 2018.
36. Lisa Sfriso, *À contre-courant*, Les Films du 3 Mars, 2013, 82 minutes.
37. Carl Thériault, «Coup d'œil sur la Matapédia», *Le Soleil*, 2 décembre 2008.

38. Eve-Lyne Couturier, Simon Tremblay-Pepin, Ruba Ghazal et Alexandre Warnet, «Appel aux jeunes progressistes. Les grands partis politiques déçoivent jour après jour la population», *Le Devoir*, 6 janvier 2006.
39. Québec solidaire, «Cadre financier de Québec solidaire - Les versements au Fonds des générations seront affectés à la lutte aux changements climatiques», communiqué du 9 septembre 2018.
40. Sylvain Larocque, «Une étude du mari de la mairesse Plante pour Québec solidaire», *Journal de Montréal*, 30 août 2018.
41. Jeanne Corriveau, «Pierre-Antoine Harvey, le mari de la mairesse», *Le Devoir*, 30 décembre 2017.
42. Communiqué, «Lancement d'une étude socioéconomique de l'IRIS sur les PPP», *Canada NewsWire*, 20 janvier 2009.
43. Éric Martin et al., «Sortir de l'alarmisme face à la dette», *Le Soleil*, 29 novembre 2005.
44. Paul Cauchon et Jean Dion, «Des chiffres neutres, des regards contradictoires», *Le Devoir*, 13 janvier 1993.
45. Denis Lessard, «Bob Keaton candidat libéral dans NDG», *La Presse*, 19 novembre 1993; Mario Fontaine, «L'ex-chef du PÉ, Robert Libman, se présentera comme indépendant dans D'Arcy McGee», *La Presse*, 21 janvier 1994.
46. Laurent Soumis, «Si le Québec fait l'indépendance: Le tiers des Juifs québécois prêts à s'exiler», *Le Devoir*, 13 mai 1994.
47. Denis Lessard, «Ça roule du côté du NON», *La Presse*, 7 octobre 1995.
48. François Berger, «Des «trous» dans la Loi 101, selon la SSJBM», *La Presse*, 16 août 1995.
49. «Housefather pour le PLC», *Journal Metro*, 1<sup>er</sup> décembre 2014.
50. Louise Leduc, «L'Institut Missisquoi. Ottawa finance un nouveau groupe anglophone au Québec», *Le Devoir*, 17 janvier 2001.
51. Alexandre Shields, «TransCanada embauche un influent libéral», *Le Devoir*, 9 janvier 2016.
52. Daniel Lemay, «Histoire et philanthropie», *La Presse*, 30 mai 1992.
53. Phyllis Lambert, Dinu Bumbaru et Dimitri Roussopoulos, «Institut de politiques alternatives de Montréal - Un modèle crédible de développement pour Montréal», *Le Devoir*, 18 novembre 2009.
54. Hugo De Grandpré, «L'Institut de recherche sur l'indépendance contestera la décision de l'ARC», *La Presse*, 28 juin 2018.
55. François Normand, «Création d'un institut de la gouvernance à Montréal», *La Presse*, 17 septembre 2005.
56. Thomas Medvetz, *Think Tanks in America*, Chicago, University of Chicago Press, 2012, 344p.
57. *Ibid.*
58. Dans le cas de l'environnement, voir entre autres: Marc Tremblay-Faulkner, «Expertise et réactivité démocratique. L'influence des groupes d'intérêt dans le secteur environnemental québécois», dans Jérôme Couture et Steve Jacob (dir.), *op. cit.*, p. 257-281.